

# Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

LES ANNONCES SONT REÇUES :  
A MARSEILLE : Chez M. G. Allard,  
rue Pavillon et dans nos bureaux,  
A PARIS : à l'Agence Havas, place de  
la Bourse, 8.  
ABONNEMENTS :  
B.-du-Rh. et départ. : 3 mois 6 mois 1 an  
mensuels littéraires, 8 fr. 15 fr. 28 fr.  
France et Colonies, 9 fr. 17 fr. 32 fr.  
Etranger, 12 fr. 22 fr. 40 fr.  
Les abonnements partent du 1<sup>er</sup>  
et du 16 de chaque mois

## La Nouvelle Réplique de Washington

La réplique de Washington à la récente note de Berlin est plus nette encore et plus catégorique, si possible, que la précédente. Elle serre de plus près le problème de la guerre et de la paix. Elle pousse le gouvernement boche jusque dans ses derniers retranchements.

Après avoir précisé que l'acceptation par l'Allemagne des conditions d'ordre général fixées par le président des Etats-Unis est une *acceptation sans restriction*, M. Robert Lansing fait connaître que l'armistice devra être réglé conformément au jugement et aux avis des conseillers militaires de l'Entente de façon à sauvegarder et à garantir absolument le maintien de notre supériorité militaire sur le champ de bataille. Le gouvernement allemand, on s'en souvient, demandait la nomination d'une Commission mixte. Le gouvernement américain proclame sans ambages qu'il s'agit pour l'Allemagne, non pas d'opposer ses conditions à celles des Alliés, mais de souscrire à ces dernières, qui sont les conditions des vainqueurs.

A un autre point de vue, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Etats-Unis déclare qu'il n'y aura pas lieu d'envisager l'éventualité de cet armistice aussi longtemps que les armées allemandes persévèrent, comme elles le font à l'heure actuelle, dans leurs pratiques illégales, dans leurs actes d'inhumanité, dans leur parti pris de dévastation et de démolition. Il n'y aura pas de suspension d'armes tant que les hordes germaniques continueront de perpétrer leurs forfaits monstrueux. Comment accepterions-nous en effet d'entrer en négociations de paix avec des barbares et des bandits qui, loin de déplorer les abominations commises partout sur leur passage depuis plus de quatre ans, s'acharnent en ce moment même à en aggraver et à en multiplier les horreurs ?

Enfin, la réplique de Washington rappelle la parole prononcée par le président Wilson le 4 juillet dernier à Mount-Vernon, c'est-à-dire devant la tombe du glorieux fondateur de l'indépendance américaine : à savoir qu'il est nécessaire de « détruire tout pouvoir arbitraire, ou qu'il se trouve, qui peut séparément, secrètement et par sa seule volonté troubler la paix du monde ». Et elle ajoute : « Le pouvoir qui jusqu'ici a gouverné la nation allemande est de la nature ci-dessus indiquée. Il dépend de la volonté de la nation allemande de le changer. Les paroles du Président qui viennent d'être citées constituent naturellement une condition préalable à la paix si la paix doit venir par l'action du peuple allemand lui-même ». C'est la condamnation impitoyable du kaiser et du kaiserisme. Question fondamentale, écrit M. Robert Lansing. Il n'en est pas en effet qu'il soit plus important de régler une fois pour toutes avant l'ouverture de tous pourparlers.

Telle est la forte substance de la réplique faite par le gouvernement des Etats-Unis à la seconde note de Berlin. Le président Wilson ne faillit ni ne se laisse égarer sur aucun des points essentiels du débat. Il joue serré, ne permettant point aux fantoches ni en avant par Wilhelm von Hohenzollern de se réfugier derrière de misérables échappatoires. Toutes les nations alliées sans exception lui seront reconnaissantes d'avoir traduit une fois de plus avec une si haute fermeté d'esprit et avec une si généreuse noblesse d'âme leurs pensées et leurs sentiments dans le plein accord de leurs décisives résolutions.

CAMILLE FERDY.

## Au Conseil des Ministres

Les pensions d'Etat. — Le relèvement des allocations.  
Paris, 15 Octobre.  
Les ministres se sont réunis, ce matin, au Conseil à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. Le garde des Sceaux a soumis à la signature du président de la République un projet de loi relatif à l'inscription au tableau d'avancement des juges de paix des régions libérées. Le ministre des Colonies a fait signer un décret maintenant M. Albert Sarraut dans ses fonctions de gouverneur général de l'Indo-Chine.

Le ministre des Finances a fait approuver un projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de paiement actuel des pensions de l'Etat. Le certificat d'inscription sera remplacé par un carnet.

Peut-être le baron s'en était-il aperçu ; mais comme il ne pouvait attribuer cette réplique qu'à une caprice, il avait fait semblant de ne pas s'en apercevoir.

Cependant le détail demandé par Beauchamp était presque épuisé. Au reste, Moret avait pu apprécier la valeur du conseil de M. Albert, quand celui-ci lui avait dit de laisser tomber les choses d'elles-mêmes ; personne n'avait relevé la note sur le général, et nul ne s'était avisé de reconnaître des officiers, ce qui avait livré le château de Janina le noble comte siégeant à la Chambre des pairs.

Albert ne s'en trouvait pas moins inséparable de l'offense était bien certainement dans les quelques lignes qui l'avaient blessé. En outre, la façon dont Beauchamp avait tenu le comte de Janina avait laissé un amer souvenir dans son cœur. Il cessait donc dans son esprit l'idée de ce duel, dont il espérait, si Beauchamp voulait bien s'y prêter, dérober la cause réelle, même à ses témoins.

Quant à Beauchamp on ne l'avait pas revu depuis le jour de la visite qu'Albert lui avait faite ; et à tous ceux qui le demandaient, on répondait qu'il était absent pour un voyage de quelques jours.

On était-il ? personne n'en savait rien.

Un matin, Albert fut réveillé par son valet de chambre, qui lui annonça que Beauchamp se frotta les yeux, ordonna que l'on allât chercher Beauchamp dans le petit salon fumoir du rez-de-chaussée, s'habilla vivement et descendit.

Il trouva Beauchamp se promenant de long

## LA VICTOIRE DES FLANDRES

### L'ennemi s'apprête à quitter la Belgique

#### LES SERBES POURSUIVENT LEUR AVANCE VICTORIEUSE

Rome, 15 Octobre.  
Au cours du Conseil des ministres d'aujourd'hui, le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères ont rendu compte des conférences tenues récemment à Paris sur la situation diplomatique et militaire, et des accords qui y ont été conclus. Les ministres ont manifesté son plein consentement au sujet des directives adoptées.

En outre, elle déborde par le Sud, du fait de la progression des Britanniques sur Douai et sur Denain. Aux dernières nouvelles, la menace sur Lille s'est encore accentuée. Nos alliés ne sont plus qu'à quelques kilomètres de la capitale du Nord.

## LA SITUATION

De notre correspondant particulier.  
Paris, 15 Octobre.  
La réponse du président Wilson à l'Allemagne est la condamnation irrévocable du gouvernement qui a plongé le monde dans un gouffre insondable d'horreurs et de misères.

La réponse de Foch continue. Les armées alliées poursuivent leur avance dans les Flandres, menaçant toutes les positions ennemies. Le chef de l'armée allemande, le général Ludendorff, a été obligé de se retirer de Lille, sur laquelle s'appuie la ligne défensive allemande. La manœuvre générale de notre généralissime se développe avec une logique implacable.

Cette avance soutenue de nos troupes mène à conclure le peuple allemand, mieux que tous les arguments de la responsabilité qu'il a encourue en soutenant aveuglément, comme il l'a fait jusqu'ici, la caste militariste, et en se solidarissant avec ses barbares dans leur retraite forcée.

C'est maintenant au peuple allemand qu'il appartient de répondre, et non pas au kaiser ou à ses serviteurs.

Nous attendons la réponse, et Foch saura l'inspirer.

MARIUS RICHARD.

## Propos de Guerre

Je trouvais ce pauvre X... bien abattu. Assis dans son fauteuil directorial, il regardait d'un œil triste la feuille de location posée sur le bureau et où les petits carrés numérotés vierges de crayon bleu semblaient autant de petits yeux narquois.

— Eh bien, lui dis-je, ça ne va donc pas. Auriez-vous la grippe ?

Il sursauta :

— Pas ce mot ici, je vous en prie !... La grippe, non, je ne l'ai pas, mais c'est elle qui est en train de me ruiner... Fenez, regardez cette feuille : c'est la location pour ce soir. Au total, cinquante places... Ah ! ils sont malins, les hygiénistes ! Aller imprimer dans les journaux qu'il faut éviter les salles de spectacles, sous prétexte que les réunions de personnes dans une atmosphère confinée...

## L'Offensive des Alliés

Washington, 14 Octobre.  
Le secrétaire d'Etat, cet après-midi, a rendu publique la note suivante au chargé d'affaires de Suisse ad interim, chargé des intérêts allemands aux Etats-Unis.

En réponse à la communication du gouvernement allemand, en date du 12 du courant, qui vous m'avez remise aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous demander de transmettre la réponse suivante :

L'acceptation sans restriction par le gouvernement allemand actuel, et par une majorité du Reichstag allemand, des conditions posées par le président des Etats-Unis d'Amérique dans son adresse au Congrès des Etats-Unis le 8 janvier 1918 et dans son adresse subséquente, justifie le président à faire un exposé franc et direct de sa décision relativement aux communications du gouvernement allemand des 8 et 12 octobre 1918.

Il doit être clairement entendu que le mode de l'évacuation et les conditions de l'armistice sont des questions qui doivent être laissées au jugement et aux avis des conseillers militaires du gouvernement des Etats-Unis et des gouvernements alliés, et le président a le sentiment qu'il est de son devoir de dire que nul arrangement ne peut être accepté par le gouvernement des Etats-Unis qui n'assurerait pas des sauvegardes et garanties absolument satisfaisantes du maintien de la présente supériorité militaire des armées des Etats-Unis et des Alliés sur le champ de bataille.

Il a confiance de pouvoir présumer en toute sécurité que les sermons et le jugement et la décision des gouvernements alliés.

Le président sent aussi qu'il est de son devoir d'ajouter que, ni le gouvernement des Etats-Unis, ni — il en a l'entière certitude — les gouvernements avec lesquels le gouvernement des Etats-Unis est associé ne consentiront, ne consentiront à suggérer un armistice aussi longtemps que les forces armées de l'Allemagne continueront de se livrer aux pratiques illégales et inhumaines dans lesquelles elles persistent.

Au moment même où le gouvernement allemand approche le gouvernement des Etats-Unis avec des propositions de paix sous-marins s'acharnant à couler des navires à passagers sur mer et, non seulement les navires, mais les embarcations mêmes dans lesquelles les passagers et équipages cherchent à se soulever.

Et, dans leur retraite, actuelle forcée de France, les armées allemandes poursuivent le cours de leurs destructions effrénées, ce qui a toujours été considéré comme étant en violation directe des

régies et pratiques de la guerre civilisée ; villes et villages, s'ils ne sont pas détruits, sont dépeuplés, non seulement de tout ce qu'ils contiennent, mais souvent de leurs habitants eux-mêmes.

On ne saurait s'attendre à ce que les nations associées contre l'Allemagne consentent à une suspension d'armes tandis que se poursuivent des actes d'inhumanité, de dévastation et de démolition que ces nations considèrent à juste titre avec horreur et le cœur enflammé.

Il est également nécessaire, afin qu'il n'y ait aucune possibilité de malentendu, que le président rappelle très solennellement l'attention du gouvernement allemand sur la forme et la portée manifeste d'une des conditions de paix auxquelles le gouvernement allemand a maintenu adhérent.

Elle est contenue dans l'adresse du président prononcée à Mount-Vernon le 4 juillet dernier. Elle est ainsi conçue :

Détruire tout pouvoir arbitraire, ou qu'il se trouve, qui peut séparément, secrètement et par sa seule volonté, troubler la paix du monde. S'il ne peut être présentement détruit au moins le réduire à une virtuelle impuissance.

Le pouvoir qui, jusqu'ici, a gouverné la nation allemande est de la nature ci-dessus indiquée. Il dépend de la volonté de la nation allemande de le changer.

Les paroles du président, qui viennent d'être citées, constituent naturellement une condition préalable à la paix, si la paix doit venir par l'action du peuple allemand lui-même.

Le président se sent obligé de dire que tout le processus de la paix, selon son opinion, sera subordonné à la précision et au caractère satisfaisant des garanties qui peuvent être données dans cette question fondamentale. Il est indispensable que les gouvernements associés contre l'Allemagne sachent, sans équivoque possible, à qui ils ont à faire.

Le président fera une réponse séparée au gouvernement impérial et royal d'Autriche-Hongrie.

Acceptez, Monsieur, les assurances renouvelées de ma haute considération.

Signé : ROBERT LANSING.

## M. Caillaux devant la Haute-Cour

LA CONVOCATION DU SENAT  
Paris, 15 Octobre.  
M. Edouard Ignace, sous-secrétaire d'Etat de la Justice militaire, a fait connaître ce matin, au Conseil des ministres, l'état des instructions suivies concernant MM. Joseph Caillaux, Loustalot et Comby, indépendamment des faits d'intelligence avec l'ennemi, relevés dans l'ordre d'information, l'instruction prétend avoir relevé des éléments justifiant dans leur ensemble la qualification de crime et d'atteinte contre la sûreté de l'Etat, visé par l'article 12 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875.

En conséquence, sur le rapport du président du Conseil, ministre de la Guerre et du garde des Sceaux, ministre de la Justice, un décret a été pris en Conseil des ministres, portant convocation du Sénat en Haute-Cour de Justice, pour statuer sur les faits d'atteinte contre la sûreté de l'Etat et autres faits connexes relevés à la charge de MM. Caillaux, Loustalot et Comby.

## Un nouvel et puissant avion

Paris, 15 Octobre.  
Les pilotes d'un groupe de bombardement du front, ont eu, ces jours derniers, le spectacle peu banal de l'un des plus anciens constructeurs et pilotes français, Maurice Farman, pilotant sur un tout nouveau appareil de sa conception, le biplan à moteur M. J. L. Dumesnil, sous-secrétaire d'Etat à l'aéronautique.

En outre, elle déborde par le Sud, du fait de la progression des Britanniques sur Douai et sur Denain. Aux dernières nouvelles, la menace sur Lille s'est encore accentuée. Nos alliés ne sont plus qu'à quelques kilomètres de la capitale du Nord.

## La Demande de Paix des Empires du Centre

### LE PRÉSIDENT WILSON RÉPOND A L'ALLEMAGNE

#### Les Alliés seuls doivent régler les conditions d'évacuation des territoires envahis. — Pas de suspension d'armes tant que l'ennemi poursuivra ses actes d'inhumanité. — Les Alliés ne veulent pas traiter avec l'impérialisme allemand.

Washington, 14 Octobre.  
Le secrétaire d'Etat, cet après-midi, a rendu publique la note suivante au chargé d'affaires de Suisse ad interim, chargé des intérêts allemands aux Etats-Unis.

En réponse à la communication du gouvernement allemand, en date du 12 du courant, qui vous m'avez remise aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous demander de transmettre la réponse suivante :

L'acceptation sans restriction par le gouvernement allemand actuel, et par une majorité du Reichstag allemand, des conditions posées par le président des Etats-Unis d'Amérique dans son adresse au Congrès des Etats-Unis le 8 janvier 1918 et dans son adresse subséquente, justifie le président à faire un exposé franc et direct de sa décision relativement aux communications du gouvernement allemand des 8 et 12 octobre 1918.

Il doit être clairement entendu que le mode de l'évacuation et les conditions de l'armistice sont des questions qui doivent être laissées au jugement et aux avis des conseillers militaires du gouvernement des Etats-Unis et des gouvernements alliés, et le président a le sentiment qu'il est de son devoir de dire que nul arrangement ne peut être accepté par le gouvernement des Etats-Unis qui n'assurerait pas des sauvegardes et garanties absolument satisfaisantes du maintien de la présente supériorité militaire des armées des Etats-Unis et des Alliés sur le champ de bataille.

Il a confiance de pouvoir présumer en toute sécurité que les sermons et le jugement et la décision des gouvernements alliés.

Le président sent aussi qu'il est de son devoir d'ajouter que, ni le gouvernement des Etats-Unis, ni — il en a l'entière certitude — les gouvernements avec lesquels le gouvernement des Etats-Unis est associé ne consentiront, ne consentiront à suggérer un armistice aussi longtemps que les forces armées de l'Allemagne continueront de se livrer aux pratiques illégales et inhumaines dans lesquelles elles persistent.

Au moment même où le gouvernement allemand approche le gouvernement des Etats-Unis avec des propositions de paix sous-marins s'acharnant à couler des navires à passagers sur mer et, non seulement les navires, mais les embarcations mêmes dans lesquelles les passagers et équipages cherchent à se soulever.

Et, dans leur retraite, actuelle forcée de France, les armées allemandes poursuivent le cours de leurs destructions effrénées, ce qui a toujours été considéré comme étant en violation directe des

régies et pratiques de la guerre civilisée ; villes et villages, s'ils ne sont pas détruits, sont dépeuplés, non seulement de tout ce qu'ils contiennent, mais souvent de leurs habitants eux-mêmes.

On ne saurait s'attendre à ce que les nations associées contre l'Allemagne consentent à une suspension d'armes tandis que se poursuivent des actes d'inhumanité, de dévastation et de démolition que ces nations considèrent à juste titre avec horreur et le cœur enflammé.

Il est également nécessaire, afin qu'il n'y ait aucune possibilité de malentendu, que le président rappelle très solennellement l'attention du gouvernement allemand sur la forme et la portée manifeste d'une des conditions de paix auxquelles le gouvernement allemand a maintenu adhérent.

Elle est contenue dans l'adresse du président prononcée à Mount-Vernon le 4 juillet dernier. Elle est ainsi conçue :

Détruire tout pouvoir arbitraire, ou qu'il se trouve, qui peut séparément, secrètement et par sa seule volonté, troubler la paix du monde. S'il ne peut être présentement détruit au moins le réduire à une virtuelle impuissance.

Le pouvoir qui, jusqu'ici, a gouverné la nation allemande est de la nature ci-dessus indiquée. Il dépend de la volonté de la nation allemande de le changer.

Les paroles du président, qui viennent d'être citées, constituent naturellement une condition préalable à la paix, si la paix doit venir par l'action du peuple allemand lui-même.

Le président se sent obligé de dire que tout le processus de la paix, selon son opinion, sera subordonné à la précision et au caractère satisfaisant des garanties qui peuvent être données dans cette question fondamentale. Il est indispensable que les gouvernements associés contre l'Allemagne sachent, sans équivoque possible, à qui ils ont à faire.

Le président fera une réponse séparée au gouvernement impérial et royal d'Autriche-Hongrie.

Acceptez, Monsieur, les assurances renouvelées de ma haute considération.

Signé : ROBERT LANSING.

## La Turquie demande une Paix séparée

Washington, 15 Octobre.  
La note de la Turquie, demandant l'aide du président Wilson pour le rétablissement de la paix, est arrivée.

## LA GUERRE EN ORIENT

### Sur le Front de Macédoine

#### Communiqué serbe

Salonique, 15 Octobre.  
Le 13 octobre, les troupes serbes, progressant au nord de Nisch, se sont emparées, sur un large front, des hauteurs dominantes sur les deux rives de la Morava, et au Sud, ont capturé quatre canons de campagne.

Un avion allemand a été abattu derrière nos lignes à coups de fusil.

Dans Nisch, nous avons capturé un énorme matériel et plusieurs centaines de wagons.

M. Clemenceau félicite l'armée grecque

Athènes, 15 Octobre.

En réponse au télégramme de félicitations du ministre des Affaires Étrangères, M. Clemenceau a répondu :

L'armée grecque témoigne une fois de plus de sa vaillance traditionnelle, et le commandant français est fier d'avoir conduit ces belles troupes à la victoire libératrice.

## Le Droit de l'Avant

Washington, 15 Octobre.  
M. Baker s'est borné à faire le seul commentaire suivant sur la note allemande : Le département de la Guerre va droit de l'avant.

## L'Amérique continuera son effort

Washington, 15 Octobre.  
La Maison-Blanche annonce que le gouvernement américain continuera à envoyer en Europe deux cent cinquante mille hommes par mois, ainsi que du matériel adéquat. Il n'y aura pas le moindre relâchement d'effort.

## Le prince Max de Bade ne veut pas être un obstacle à la paix

Zurich, 15 Octobre.  
Selon l'agence Wolff, le chancelier d'empire a déclaré ouvertement aux membres de la Commission interparlementaire du Reichstag et aux secrétaires d'Etat, qu'il était résolu à résigner ses fonctions, si sa personne était un obstacle à la paix et si n'était pas appuyé par tous les partis de la majorité.

## L'Allemagne nous menace d'accroître la guerre sous-marine

Amsterdam, 15 Octobre.  
Selon la Gazette de l'Alten et de Westphalie, la guerre sous-marine attendra son maximum l'hiver prochain. Elle produira, dit ce journal, une crise économique sans précédents dans les pays de l'Entente.

## L'attitude de l'Autriche

Elle ferait des concessions à l'Italie  
Londres, 15 Octobre.  
Le Daily Mail publie la dépêche suivante, de Berne, à la date du 14 octobre : On apprend, sans les meilleurs bien informés, que la cour autrichienne demande l'arbitrage du Vatican dans les différends avec l'Italie et que l'Autriche ferait diverses concessions territoriales.

## Une démarche à Madrid

Madrid, 15 Octobre.  
M. Maury, président du Conseil, a eu, hier, un long entretien avec l'ambassadeur d'Autriche, à Madrid.

## La Turquie demande une Paix séparée

Washington, 15 Octobre.  
La note de la Turquie, demandant l'aide du président Wilson pour le rétablissement de la paix, est arrivée.

## La Turquie demande une Paix séparée

Washington, 15 Octobre.  
La note de la Turquie, demandant l'aide du président Wilson pour le rétablissement de la paix, est arrivée.

## La Turquie demande une Paix séparée

Washington, 15 Octobre.  
La note de la Turquie, demandant l'aide du président Wilson pour le rétablissement de la paix, est arrivée.

## La Turquie demande une Paix séparée

Washington, 15 Octobre.  
La note de la Turquie, demandant l'aide du président Wilson pour le rétablissement de la paix, est arrivée.

## La Turquie demande une Paix séparée

Washington, 15 Octobre.  
La note de la Turquie, demandant l'aide du président Wilson pour le rétablissement de la paix, est arrivée.

La suite à demain. ALEXANDRE DUMAS.

Voir le film Monte-Cristo dans les Cinémas passant les vues Pathé frères.

Reproduction interdite aux journaux qui n'ont pas de traité avec M. Calmann-Lévy, éditeurs, à Paris.

Monte-Cristo

